



04

# MARCHÉ DU TRAVAIL



Le marché du travail résiste plutôt bien en zone euro à l'entrée de 2023. Le chômage y demeure orienté à la baisse et les données préliminaires de l'emploi pour le 1<sup>er</sup> trimestre ont surpris positivement.

Au Luxembourg, le début de l'année s'est avéré moins favorable, avec une confirmation du ralentissement de l'emploi (notamment dans les branches des services aux entreprises et de la construction), une remontée tendancielle du chômage et des indicateurs précurseurs de l'emploi en train de se détériorer ou demeurant faibles. Le manque de main-d'œuvre, tel que mesuré par le taux d'emplois vacants, tend à diminuer depuis la fin de 2022, mais demeure encore historiquement élevé.

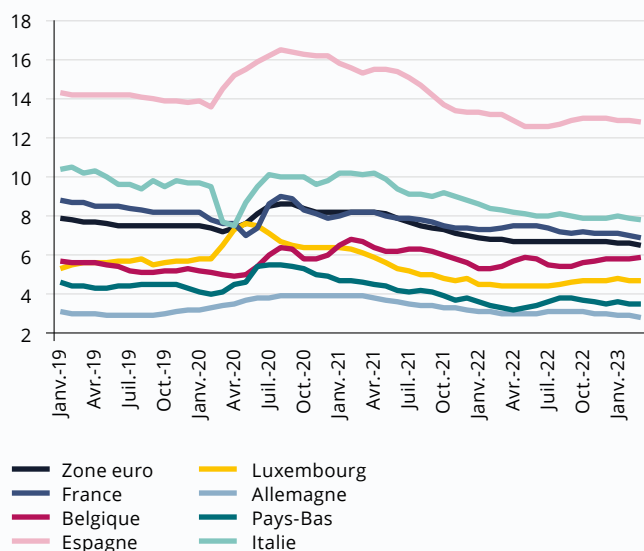
La durée de travail s'est redressée en 2021 et 2022, mais pas dans une proportion qui remette en cause sa tendance de long terme, structurellement orientée à la baisse. La population active du Luxembourg montre, comme en zone euro, une tendance au vieillissement, mais s'avère comparativement plus jeune.

Sur fond d'une activité économique peu dynamique, l'emploi devrait ralentir en 2023 et 2024, mais le chômage n'augmenterait que de manière modérée.

Graphique 4.1

**Chômage stable dans la plupart des pays de la zone euro...**

En % de la population active

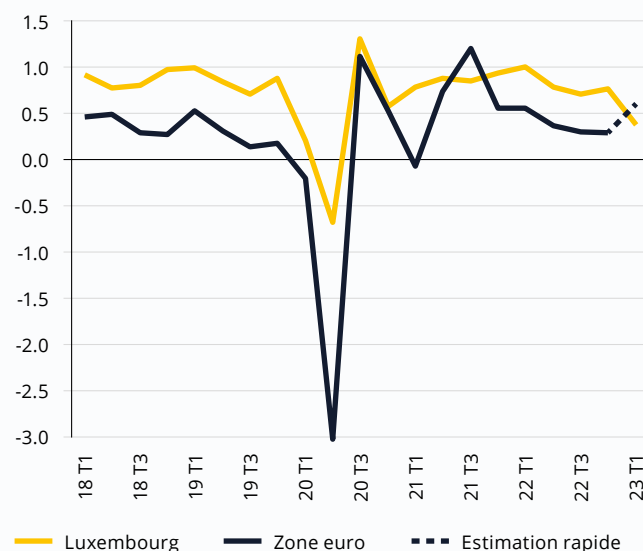


Sources: Eurostat, Macrobond

Graphique 4.2

**... et lente décélération de l'emploi**

Variation trimestrielle en %



Sources: STATEC, Eurostat

### Zone euro: bonne résistance du marché du travail

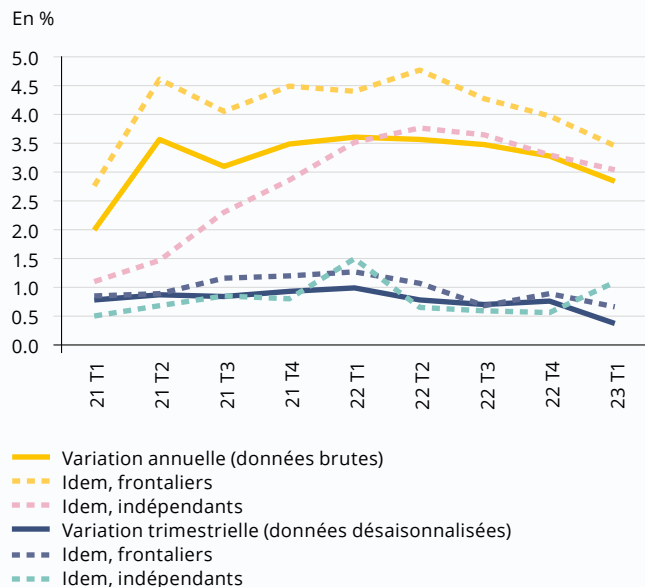
Le chômage reste relativement stable en zone euro, voire continue à refluer lentement sur le début de 2023, pour s'établir à 6,5% de la population active en mars 2023 (après 6,8% il y a un an, cf. graphique 4.1). Cette décline du chômage, qui s'observe dans un contexte de ralentissement de l'activité, est probablement liée au nombre d'emplois vacants toujours très élevé (malgré un léger reflux en T3 et T4 2022) et au vieillissement de la population (cf. plus loin). Dans ses prévisions de printemps, la Commission européenne révisé à la baisse ses prévisions de chômage, anticipant une stabilisation en 2023 (à 6,8% de la population active, tout comme en 2022), puis une légère baisse en 2024 (à 6,7%).

Toutefois, même si les créations d'emploi restent sur un niveau relativement élevé (+0,3% sur un trimestre en T4 2022, à comparer aux +0,2% en moyenne depuis 2000), le ralentissement est bien ancré depuis le pic observé au 3<sup>e</sup> trimestre 2021 (à +1,2% sur un trimestre, cf. graphique 4.2). Toutes les branches marquent un ralentissement sur cette période, et certaines notent même une baisse (l'agriculture, la construction, les activités immobilières et les arts, spectacles et activités récréatives). La branche regroupant le commerce, les transports et l'Horeca contribue le plus au freinage sur cette période (T3 21 à T4 22), suivie des services aux entreprises.

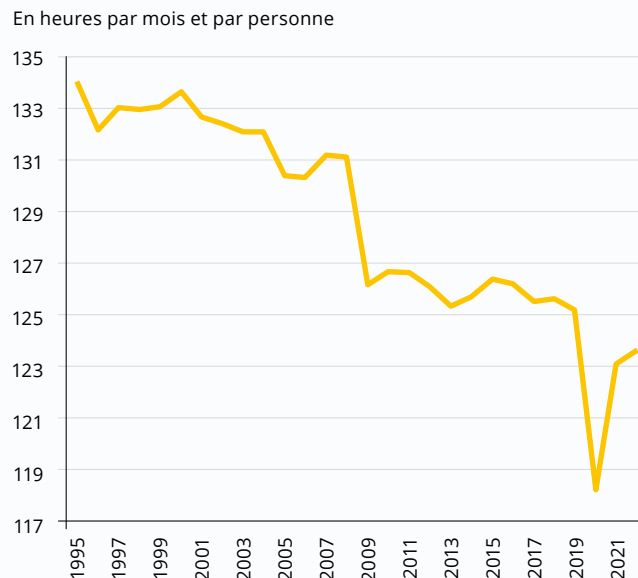
Par rapport à la zone euro, l'emploi au Luxembourg montre, malgré un léger ralentissement sur cette période, une meilleure résistance à l'approche de 2023 (du moins jusqu'au 4<sup>e</sup> trimestre 2022). Ainsi, seule une branche, l'agriculture, exhibe une baisse de l'emploi au Grand-Duché en T4 2022, toutes les autres branches ayant continué à créer des emplois sur la fin de l'année. Ce sont surtout les branches des TIC, du secteur financier, des services aux entreprises et de la construction qui se distinguent positivement par rapport à l'ensemble de la zone euro sur la fin de l'année, ce qui est en partie dû à une baisse de l'emploi dans ces branches en Espagne.

Pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2023, l'estimation rapide d'Eurostat témoigne de façon assez surprenante d'une reprise de l'emploi en zone euro (+0,6% sur un trimestre), probablement liée à la bonne performance économique des pays du sud au 1<sup>er</sup> trimestre 2023. Aussi, pour l'année 2023 en entier, la Commission européenne révisé ses prévisions d'emploi à la hausse, de +0,1% en automne, à +0,6% dans ses prévisions de printemps. Pour 2024, la prévision reste à +0,5%.

Graphique 4.3

**L'emploi continue à décélérer**

Graphique 4.4

**La durée de travail remonte, mais son niveau reste faible****Luxembourg: confirmation du ralentissement de l'emploi au début de 2023**

Alors que la progression de l'emploi montrait une légère tendance au ralentissement sur les derniers trimestres, le 1<sup>er</sup> trimestre 2023 se distingue par un freinage plus prononcé, avec seulement +0.4% sur un trimestre (données provisoires), après +0.8% encore au dernier trimestre de 2022 (cf. graphique 4.3). Cette évolution proviendrait surtout des services aux entreprises (de +0.9% sur un trimestre en T4 2022 à +0.2% en T1 2023<sup>1</sup>) et de la construction (de +0.3% à -0.1%<sup>2</sup>). L'emploi n'aurait en effet accéléré que dans deux branches: l'Horeca et la santé.

Le freinage serait plus prononcé du côté des résidents (de +0.6% à +0.2%) que des frontaliers (de +0.9% à +0.7%). En ce qui concerne l'emploi non salarié, qui est resté relativement dynamique sur les dernières années (+2.2% sur un an en 2020, +1.9% en 2021 et +3.6% en 2022), il a quant à lui accéléré, de +0.6% sur un trimestre en T4 2022 à +1.1% en T1.

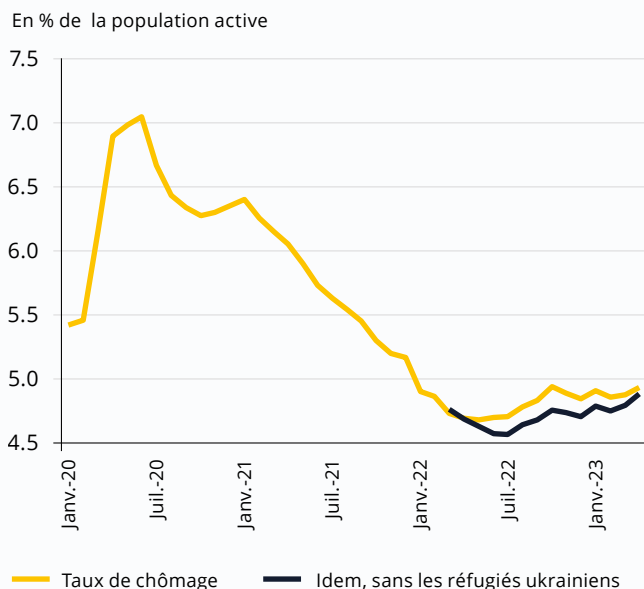
**La durée de travail sur une tendance baissière solide**

La durée de travail a encore augmenté en 2022 (+0.4%, après +4.1% en 2021), mais elle reste en dessous de son niveau d'avant-crise (cf. graphique 4.4), et ceci pour la plupart des branches, mais en particulier dans l'industrie, l'Horeca et les arts, spectacles et activités récréatives. Ces trois branches souffraient, en effet, encore des restrictions sanitaires sur le début de 2022 et fonctionnaient de ce fait encore en partie sous le régime du chômage partiel. Les seules branches qui ont connu une hausse de la durée de travail en 2022, par rapport à 2019, ont été le secteur financier, les autres activités de services et les TIC. Ce sont notamment ces branches qui ont connu l'essor du télétravail le plus remarquable. En 2022, 71% des salariés résidents du secteur financier déclaraient avoir travaillé au moins une heure depuis leur domicile, 67% dans les TIC et 55% dans les autres activités de services (34% dans l'ensemble des branches)<sup>3</sup>.

- 1 Cette évolution s'expliquerait surtout par une baisse de l'emploi intérimaire, qui est beaucoup utilisé dans la construction.
- 2 Cf. étude 7.1 "Un retournement de tendance dans l'immobilier qui vient impacter l'activité de la construction".
- 3 D'après l'Enquête sur les forces de travail, effectuée auprès des résidents, excluant les frontaliers.

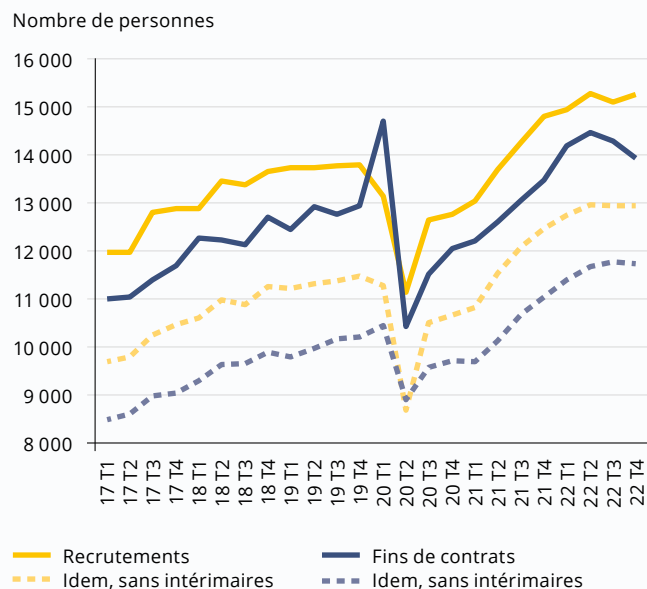


Graphique 4.5  
Le chômage remonte



Sources: ADEM, STATEC (données désaisonnalisées)

Graphique 4.6  
Les recrutements semblent plafonner



Sources: IGSS, STATEC (données désaisonnalisées)

### Le chômage remonte tendanciellement au Luxembourg

Après une remontée du chômage au 3<sup>e</sup> trimestre 2022, celui-ci s'est stabilisé un peu au-dessous de 5% fin 2022/début 2023. Toutefois, en enlevant les réfugiés ukrainiens pour le calcul du taux, le chômage continue à montrer une tendance légèrement haussière (cf. graphique 4.5).

Au printemps 2022, l'afflux des réfugiés ukrainiens avait contribué à stopper la baisse du chômage entamée depuis l'été 2020, avec l'inscription à l'ADEM de plus de 1 000 bénéficiaires de protection temporaire. À l'inverse, leur intégration sur le marché du travail freine la remontée du chômage sur le début de l'année 2023. En avril 2023, plus de 900 réfugiés ukrainiens se retrouvent désormais en emploi au Luxembourg, la plupart d'entre eux dans les branches de la santé et action sociale (25%) et dans l'Horeca (18%). Leur taux d'emploi s'élève à plus de 30% à la fin avril.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, certaines catégories de travailleurs continuent à tirer à la hausse le chômage, notamment les jeunes de moins de 30 ans (+1.9% sur un trimestre en désaisonnalisé), les chômeurs disposant d'un diplôme d'études supérieures (+5.4%) et ceux travaillant dans le support à l'entreprise (+3.5%) ou dans le commerce, la vente et la grande distribution (+3.2%).

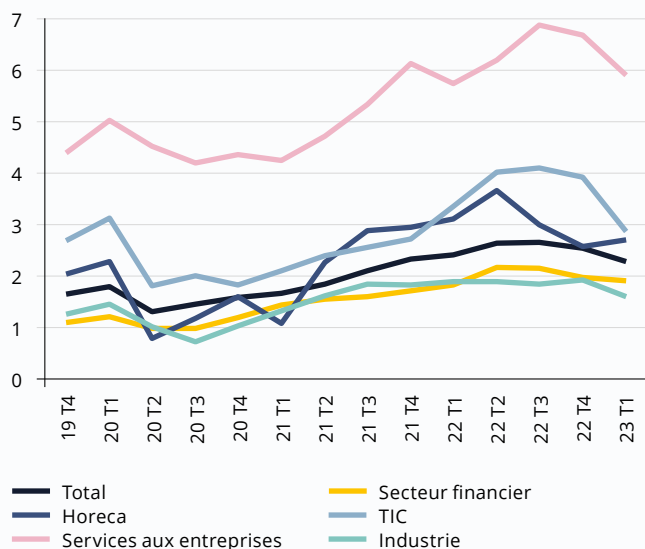
### Plafonnement des recrutements

Le chômage des jeunes a ainsi augmenté sur les derniers mois, passant de 16.4% en juillet 2022 à 18.7% en mars 2023. Déjà par le passé, le chômage des jeunes avait réagi bien plus précocement aux ralentissements conjoncturels que le chômage global, probablement du fait que les entreprises freinent d'abord les recrutements (ce qui pénalise surtout les jeunes entrants sur le marché). On voit en effet un plafonnement des recrutements (cf. graphique 4.6). Les fins de contrats notent par contre une faible baisse (hors travail intérimaire) sur la fin de 2022, ce qui témoigne d'un ralentissement de la rotation des effectifs sur le marché du travail.

Graphique 4.7

**Le taux d'emplois vacants en baisse**

Postes vacants en % des postes occupés et vacants

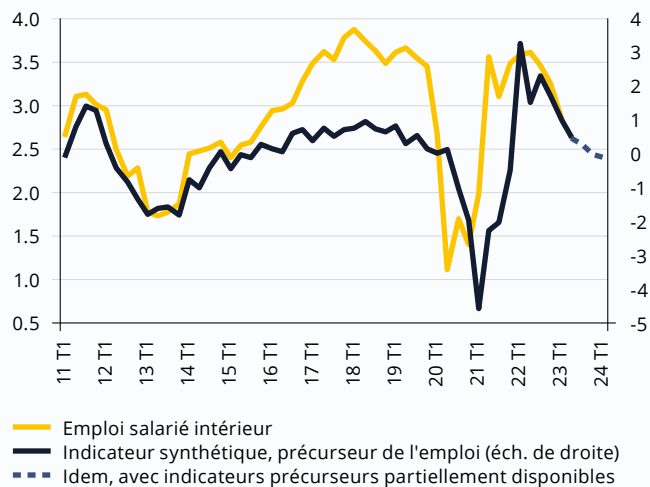


Sources: ADEM, STATEC (données désaisonnalisées)

Graphique 4.8

**L'emploi devrait continuer à ralentir sur les prochains trimestres**

Emploi (variation annuelle en %)    Indicateur précurseur de l'emploi\*



Sources: STATEC, IGSS, Eurostat

\* Moyenne des 5 indicateurs précurseurs: Heures supplémentaires, Travailleurs intérimaires, Perspectives d'emploi des entrepreneurs, Indicateur de tension, PIB de la zone euro.

Sur le début de 2023, les fins de contrats pourraient toutefois remonter, suite à la hausse des pertes d'emploi dues aux faillites (+60% sur un an en T1 2023, représentant presque 900 personnes). Plus d'un tiers d'entre elles sont issues de la construction, les principales autres branches concernées étant l'Horeca (150 pertes d'emploi dues aux faillites) et les transports (98 personnes). Par ailleurs, les nouvelles immatriculations d'entreprises tendent à refluer au cours des derniers trimestres.

**Les feux sont à l'orange pour l'emploi au Luxembourg**

Après avoir atteint un pic à l'été 2022, le taux d'emplois vacants, qui rapporte les postes ouverts à l'ensemble des postes, s'est mis à reculer. L'Horeca, qui avait connu une forte demande de main-d'œuvre suite aux réouvertures après la crise Covid, marque le recul le plus prononcé sur les deux derniers trimestres de 2022, mais remonte légèrement sur le début de 2023. C'est dans les services aux entreprises et les TIC que le taux d'emplois vacants baisse le plus (la baisse pour les services aux entreprises provient à raison d'un tiers du travail intérimaire). Ces deux branches connaissent toutefois toujours les difficultés de recrutement les plus marquées (cf. graphique 4.7). Au 1<sup>er</sup> trimestre 2023, les services aux entreprises affichent un taux d'emplois vacants de 5.9%, avec notamment 2 000 postes vacants dans la comptabilité et gestion.

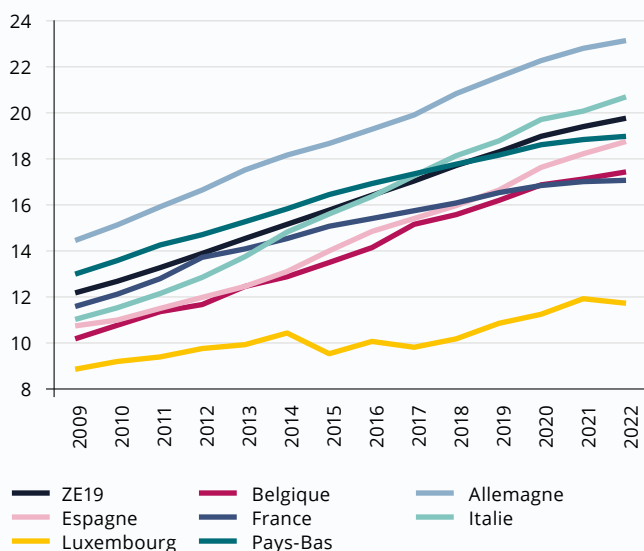
Le ralentissement de l'emploi devrait se poursuivre sur les prochains trimestres (cf. graphique 4.8). Tous les indicateurs précurseurs de l'emploi (tels que les heures supplémentaires, le travail intérimaire, l'indicateur de tension<sup>4</sup> – qui rapporte les nouvelles offres d'emploi aux nouvelles inscriptions au chômage – ou le PIB de la zone euro) sont en train de se détériorer ou demeurent faibles. Seules les perspectives d'emploi des entrepreneurs se sont légèrement redressées sur le début de 2023, notamment dans les services non financiers (et particulièrement dans les activités liées à l'emploi, soit l'intérim, pour lesquelles les perspectives sont moins négatives que sur la fin de l'année, et dans la restauration). Les heures supplémentaires refluent lentement au cours de 2022, notamment dans la construction, les services aux entreprises et l'industrie.

4 Cf. Note de conjoncture 2-2013, pp. 83-84, "Un indicateur de tensions sur le marché du travail pour le Luxembourg", <https://statistiques.public.lu/dam-assets/catalogue-publications/note-conjoncture/2013/PDF-NDC-02-13.pdf>

Graphique 4.9

## Une population active relativement jeune au Luxembourg

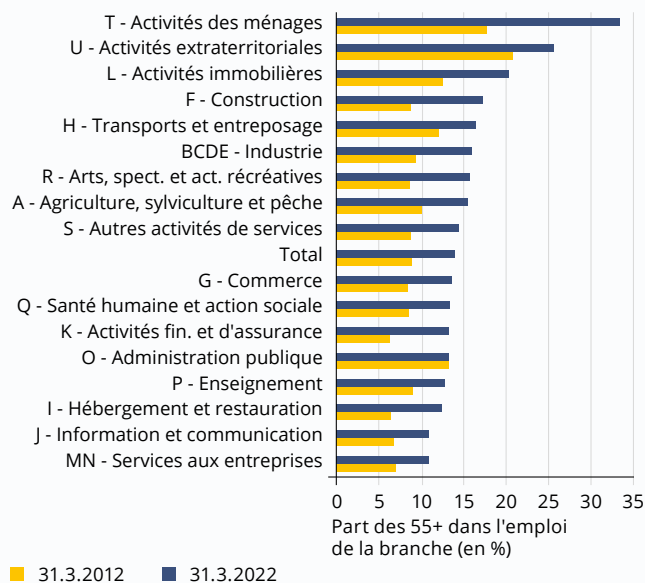
Part des 55+ dans la population active [15;64], en %



Source: Eurostat (EFT)

Graphique 4.10

## Certaines branches sont plus concernées par les prochains départs en retraite que d'autres



Source: IGSS

5 <https://igss.gouvernement.lu/fr/statistiques/assurance-pension/serie-statistique.html>

6 Programme de Stabilité et de Croissance du Grand-Duché de Luxembourg 2022 >2026, avril 2022: [https://igf.gouvernement.lu/content/dam/gouv\\_igf/fr/dossiers/programme-de-stabilite-et-de-croissance-2022.pdf](https://igf.gouvernement.lu/content/dam/gouv_igf/fr/dossiers/programme-de-stabilite-et-de-croissance-2022.pdf)

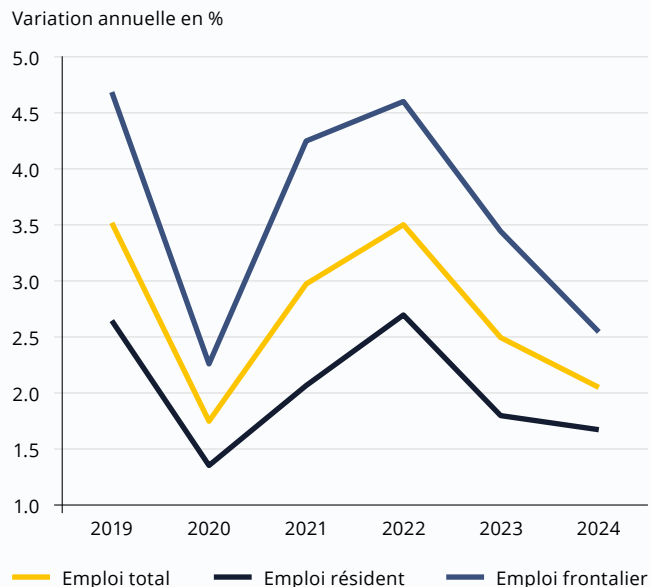
## Le vieillissement de la population devrait moins affecter le marché du travail luxembourgeois

Le vieillissement de la population est une réalité au Luxembourg comme dans les autres pays d'Europe, mais il devrait y avoir des effets moins prononcés. En 2022, le Luxembourg connaît en effet (avec Malte) la part des personnes âgées de 55+ dans sa population active la plus faible de toute l'Europe (cf. graphique 4.9), par opposition à, par exemple, l'Allemagne (23.1%). Même si ce taux devrait naturellement augmenter sur les prochaines années, l'écart devrait se stabiliser en faveur du Luxembourg. Le Grand-Duché a en effet l'un des taux d'emploi des personnes âgées entre 55 et 64 ans parmi les plus faibles en Europe (46.6% en 2022, contre 62.5% en moyenne en zone euro et plus de 70% en Allemagne, aux Pays-Bas, en Suisse et en Scandinavie). Alors que l'âge légal de départ à la retraite est de 65 ans au Luxembourg, l'âge moyen effectif était de seulement 61.5 ans en 2021<sup>5</sup>.

En mars 2022, 66 500 salariés âgés de 55 ans ou plus étaient en emploi. La plupart des personnes qui vont bientôt partir en retraite travaillent dans la construction (13%), le commerce (11%), l'administration publique et le secteur financier (10% respectivement). La part des 55+ dans l'emploi est particulièrement élevée dans les activités des ménages en tant qu'employeurs (33.4% en mars 2022), dans les activités extraterritoriales (25.6%) et dans les activités immobilières (20.3%), tandis qu'elle est la plus faible dans les TIC et les services aux entreprises (10.9% chacun) et l'Horeca (12.4%, cf. graphique 4.10).

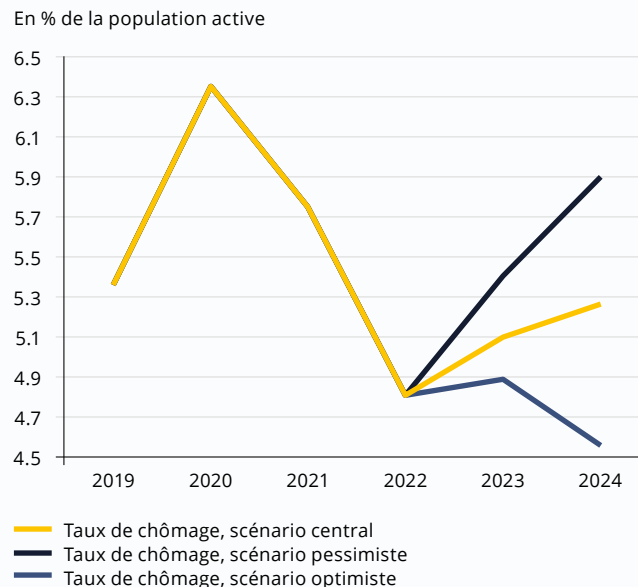
D'après les dernières prévisions de l'Inspection générale de la sécurité sociale, les personnes en pension de vieillesse devraient progresser d'un peu plus de 4% sur la période 2022-2027<sup>6</sup>, soit un peu moins que sur les années précédentes (+4.7% en moyenne de 2012-2021). Il s'agit d'une hausse de 34 000 retraités sur les cinq prochaines années, environ 5 000 de plus que sur les cinq années précédentes.

Graphique 4.11

**Le marché du travail ralentirait en 2023 et 2024...**

Source: STATEC (2023-2024: prévisions)

Graphique 4.12

**... entraînant une faible progression du chômage dans le scénario central**

Source: STATEC (2023-2024: prévisions)

### Contexte prévisionnel: des taux de chômage stables malgré une faible progression de l'emploi en zone euro

Dans les pays voisins du Luxembourg, le marché du travail poursuivrait son ralentissement général. Les récentes hausses des taux d'intérêt, mises en œuvre par les autorités monétaires afin de lutter contre l'inflation, vont peser sur les dépenses d'investissement et limiter l'expansion de l'activité, avec des répercussions probables sur l'emploi. Étant donné que le marché du travail est généralement en retard sur l'économie réelle, on s'attend à ce que cet environnement de faible croissance des effectifs persiste jusqu'à l'année prochaine. Selon les hypothèses fournies par Oxford Economics, la croissance de l'emploi en zone euro tomberait à 0.7% cette année et serait nulle en 2024. En conséquence, le taux de chômage devrait augmenter légèrement, jusqu'à 6.8% en 2023 puis atteindre 7.0% en 2024. Alors que la Grande Région suit généralement les tendances de la zone euro, le STATEC s'attend à ce que la croissance de l'emploi y dépasse celle du bloc commun d'un point de pourcentage en 2023 et encore de 0.5 point de pourcentage en 2024.

### Le marché du travail amené à ralentir

Malgré le ralentissement économique en cours, la croissance de l'emploi s'est montrée plutôt robuste. Cependant, les tendances récentes suggèrent que cette résilience touche à sa fin. Selon les dernières projections du STATEC, la croissance de l'emploi total devrait ralentir tout au long de l'année pour atteindre une croissance annuelle moyenne de 2.5% en 2023. Cette croissance ralentirait à 2.0% en 2024, ne dépassant que de 0.3 point de pourcentage celle de 2020, année impactée par les conséquences de la pandémie de Covid-19.

Le ralentissement en 2023 résulterait autant de l'emploi des résidents (1.8%) que des travailleurs frontaliers (3.3%). En revanche, l'année 2024 devrait voir une poursuite du freinage de la main-d'œuvre transfrontalière à 2.5%, tandis la croissance de l'emploi résident tendrait à se stabiliser (+1.7%). L'emploi des frontaliers tend en effet à être plus cyclique, tandis que l'emploi des résidents est moins affecté par des fluctuations économiques.



Tableau 4.1  
Marché du travail

|                                                                  | Baseline           |                                    |                                              |      |      | Persistance de l'inflation à court terme <sup>1</sup> |      | Désinflation plus rapide <sup>2</sup> |      |
|------------------------------------------------------------------|--------------------|------------------------------------|----------------------------------------------|------|------|-------------------------------------------------------|------|---------------------------------------|------|
|                                                                  | 2022               | 1995-2021                          | 2022                                         | 2023 | 2024 | 2023                                                  | 2024 | 2023                                  | 2024 |
|                                                                  | Niveau (personnes) | Évolution (en % ou en points de %) | Évolution en % sauf si spécifié différemment |      |      |                                                       |      |                                       |      |
| Population totale <sup>3</sup>                                   | 660 809            | 1.8                                | 2.4                                          | 2.0  | 1.8  | 1.8                                                   | 1.6  | 2.0                                   | 1.9  |
| Solde migratoire (% de la pop. tot.)                             | 14 206             | .                                  | 2.1                                          | 1.6  | 1.4  | 1.5                                                   | 1.3  | 1.7                                   | 1.3  |
| Population en âge de travailler <sup>4</sup>                     | 423 502            | 1.9                                | 2.3                                          | 1.6  | 1.5  | 1.5                                                   | 1.4  | 1.7                                   | 1.7  |
| Population active                                                | 303 064            | 2.1                                | 1.6                                          | 2.1  | 1.8  | 2.0                                                   | 1.6  | 2.2                                   | 2.1  |
| Taux d'activité (% de la pop. en âge de travailler) <sup>5</sup> | .                  | 71.2                               | 71.6                                         | 71.9 | 72.1 | 71.9                                                  | 72.1 | 71.9                                  | 72.2 |
| <i>Idem, femmes<sup>5</sup></i>                                  | .                  | 62.0                               | 70.1                                         | 70.1 | 70.1 | 70.1                                                  | 70.1 | 70.1                                  | 70.1 |
| Emploi total intérieur                                           | 502 561            | 3.2                                | 3.5                                          | 2.5  | 2.0  | 1.7                                                   | 1.0  | 3.0                                   | 3.2  |
| dont: frontaliers entrants                                       | 227 758            | 5.3                                | 4.4                                          | 3.3  | 2.5  | 2.1                                                   | 1.0  | 4.0                                   | 4.2  |
| emploi résident                                                  | 288 597            | 2.0                                | 2.7                                          | 1.8  | 1.7  | 1.3                                                   | 1.1  | 2.1                                   | 2.4  |
| Durée de travail moyenne                                         | .                  | -0.3                               | -0.2                                         | -0.7 | -0.3 | -0.7                                                  | -0.3 | -0.7                                  | -0.3 |
| Nombre de chômeurs (ADEM)                                        | 14 570             | 4.5                                | -15.0                                        | 8.3  | 5.2  | 14.7                                                  | 11.4 | 3.9                                   | -4.8 |
| Taux de chômage (% de la pop. act.) <sup>5</sup>                 | .                  | 4.6                                | 4.8                                          | 5.1  | 5.3  | 5.4                                                   | 5.9  | 4.9                                   | 4.6  |

Source: STATEC (2023-2024: prévisions). <sup>1</sup> Dans ce scénario défavorable, l'inflation sous-jacente ralentit moins fortement que prévu et les banques centrales répondent par des hausses additionnelles des taux directeurs. L'économie mondiale s'essouffle, le niveau du PIB de la zone euro se situant environ 1.5 point de % en dessous du scénario de base sur les deux années 2023 et 2024. Les taux à court terme sur l'EUR culmineraient à 4.6% au dernier trimestre et ne reflueraient que lentement à partir du premier trimestre 2024. <sup>2</sup> Dans ce scénario favorable, les pressions inflationnistes s'atténuent nettement à très court terme. Les prix des matières premières baissent plus rapidement que prévu et les pressions sur les coûts diminuent largement, entraînant un retournement précoce des taux directeurs (dès le 4<sup>e</sup> trimestre 2023 en zone euro). La reprise mondiale s'accélère, soutenue par une confiance plus solide des entreprises et des consommateurs, faisant gagner au PIB en vol. de la zone euro plus de 2 points de croissance sur les deux années 2023 et 2024. <sup>3</sup> Au 31 décembre. <sup>4</sup> 20-64 ans. <sup>5</sup> En niveau.

### La résilience de l'emploi résident permettrait de contenir le chômage dans les deux scénarios

Le STATEC a évalué deux scénarios économiques alternatifs: un scénario pessimiste dans lequel le taux d'inflation à court terme serait plus élevé et un scénario optimiste dans lequel la désinflation se produirait à un rythme accéléré. Selon le scénario pessimiste, la croissance de l'emploi total devrait ralentir pour atteindre seulement 1.7% en 2023, puis 1.0% en 2024. L'emploi frontalier, en particulier, connaîtrait un freinage considérable, avec des taux de croissance de 2.1% en 2023 et de 1.0% en 2024. À l'inverse, l'emploi résident resterait plutôt stable, avec des taux de croissance de respectivement 1.3% et 1.1% en 2023 et 2024. Dans le scénario optimiste, l'emploi rebondirait pour atteindre 3.0% et 3.2% de croissance en 2023 et 2024.

Le taux de chômage suivrait largement l'évolution de l'emploi des résidents, on aurait donc des fluctuations plutôt modestes dans les deux scénarios. Dans le scénario pessimiste, le taux de chômage passerait à 5.4% et 5.9% de la population active en 2023 et 2024. En revanche, le scénario optimiste entraînerait une baisse du taux de chômage à 4.9% et 4.6% de la population active en 2023 et 2024.

